



**Stéphane PEU**

Député 2<sup>e</sup> circonscription  
de la Seine-Saint-Denis

### Permanence parlementaire

121 rue Gabriel Péri  
93200 Saint-Denis

Des permanences ont également  
lieu à Pierrefitte-sur-Seine  
et à Villetaneuse.

☎ 01 41 68 21 89

✉ [contact@stephanepeu.fr](mailto:contact@stephanepeu.fr)

### Retrouvez-moi sur

📘 Stéphane Peu

🐦 Stephane1peu

📺 Stéphane Peu

📷 [stephanepeu](https://www.instagram.com/stephanepeu)

📍 [stephanepeu.fr](http://stephanepeu.fr)

## « Un plan d'urgence pour l'Education en Seine-Saint-Denis, une nécessité pour rétablir l'égalité républicaine »

**M**onsieur le député alerte Madame la ministre de l'Education nationale sur la situation de l'école en Seine-Saint-Denis.

Depuis la rentrée du 26 février, un mouvement de grève à l'appel d'une intersyndicale de l'Education en Seine-Saint-Denis (FSU 93 - CGT Educ'Action 93 - SUD éducation 93 - CNT éducation 93) avec le soutien de la FCPE 93 est en cours.

Particulièrement suivi, ce mouvement vise à obtenir un plan d'urgence pour l'éducation en Seine-Saint-Denis.

Une demande qui figure également en tête des propositions formulées dans le rapport d'information parlementaire n°1938 sur la mise en œuvre des conclusions du rapport d'information n°1014 sur l'évaluation de l'action de l'Etat dans ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis que Monsieur le député et sa collègue de la majorité présidentielle, Christine Decodts, ont récemment publié.

**Comme Monsieur le député a pu le dire à Madame la ministre de l'Education nationale à l'occasion du débat initié par son groupe parlementaire lors de la séance publique du 26 février dernier, l'Education nationale en Seine-Saint-Denis vit une crise majeure entraînant des conséquences terribles pour sa jeunesse. L'école dans ce département non seulement elle ne gomme pas les inégalités sociales mais pire elle les creuse.**

Cette situation nécessite donc une mobilisation forte au plus haut niveau de l'Etat.

A l'instar du plan gouvernemental initié en 2018 par le Premier ministre Edouard Philippe, personnel de l'Education nationale et parents d'élèves appellent de leurs vœux à la mise en place **d'un plan gouvernemental pour une école plus forte en Seine-Saint-Denis.** Un plan ayant pour dessein de réduire les inégalités et rétablir l'égalité républicaine, dont le montant a été évalué à 358 millions d'euros.

*Monsieur le député soutient naturellement cette demande et souhaiterait connaître l'avis de Madame la ministre de l'Education sur ce sujet. A l'occasion du débat en séance publique du 26 février dernier, Madame la ministre s'est engagée à apporter une réponse. Monsieur le député insiste sur l'urgence de sa communication.*